

Entretien avec Damien Ricordeau, président fondateur de Finergreen



Financer les énergies nouvelles : un engagement qui fait sens

Fondée en 2013, Finergreen est une société de conseil spécialisée dans l'ingénierie financière des projets d'énergies renouvelables (solaire, éolien, méthanisation, hydroélectricité). « La démocratisation de ces énergies auprès des acteurs financiers entraîne la création d'une nouvelle classe d'actifs qui peut servir de base à un nouveau cycle de développement plus propre et respectueux de notre planète. » assure Damien Ricordeau, président fondateur de l'entreprise. Dans cet entretien accordé au Journal Spécial des Sociétés, celui-ci revient sur la politique de Finergreen et son engagement dans la lutte pour la défense de l'environnement.

Pouvez-vous nous présenter Finergreen ? Comment vous est venue l'idée de créer cette entreprise ?

Avant de la créer, en 2013, Finergreen, j'ai travaillé, de 2008 en 2012, dans un fonds d'investissement pour le compte du groupe Edmond Rothschild. Une très belle expérience professionnelle, mais qui manquait à mon goût de sens. J'y ai toutefois rencontré mon premier client, qui m'a pour ainsi dire mis le « pied à l'étrier ». Il s'agissait d'accompagner le financement d'un projet de toitures solaires agricoles. Le porteur de projet en question ne parvenait pas à trouver de financements. Nous avons donc associé plusieurs projets en commun. Ce regroupement par paquets a ainsi permis de constituer une masse suffisante pour trouver des investisseurs.

Accompagner des porteurs de projets en énergie renouvelable m'est apparu utile. De l'alliance de mes connaissances en finance aux valeurs que je défends, tout en développant l'économie réelle, est née Finergreen.

On ne s'improvise pas entrepreneur. Avez-vous rencontré des difficultés lors de la création de votre entreprise ? Si oui, lesquelles ? Avez-vous reçu des aides ?

Je n'ai reçu aucune aide à la mise en place du projet.

La principale difficulté rencontrée à la création de l'entreprise était liée à la formation de l'équipe. Lorsqu'on monte une entreprise, il n'est pas facile de trouver des gens qualifiés qui acceptent de prendre des risques pour une structure pas connue, qui n'a pas encore de reconnaissance. Aujourd'hui, nous sommes une équipe solide de 30 personnes.

À qui s'adressent vos services ? Visez-vous un public spécifique ?

Notre entreprise s'adresse à tous les développeurs qui souhaitent monter un projet dans les énergies renouvelables (centrale solaire, parc éolien, projet hydraulique).



Damien Ricordeau

Le secteur demande des connaissances fines en finance. Les grands groupes sont déjà conseillés, mais les plus petites structures n'ont pas forcément les connaissances appliquées à ce domaine. Les projets dans le solaire par exemple demandent des conditions et garanties spécifiques. Ces structures sont accompagnées par des directeurs financiers qui gèrent la gestion quotidienne de l'entreprise, mais qui n'ont pas les connaissances professionnelles liées aux montages de projets dans les énergies renouvelables. Nous sommes là pour les conseiller et leur apporter notre expertise appliquée à ce secteur.

Votre objectif est de promouvoir l'investissement durable. En quoi cela consiste-t-il ?

Nous vivons une période de transition : nous nous dirigeons vers une troisième révolution industrielle, en passant d'une économie descendante (on consomme ce qu'on a) à une économie circulaire (nous réutilisons ce

que nous consommons). Le secteur est donc en pleine expansion, en France et dans le monde.

Durant nos trois premières années d'existence, nous avons construit une équipe, en France. Puis nous nous sommes développés à l'international, dans les pays émergents. En Europe, l'énergie renouvelable ne change pas la vie des gens. En revanche, en Afrique, c'est toute une population qui est, par ces projets, électrifiée. Encore aujourd'hui, la moitié de la population africaine n'a pas accès à l'électricité. Voilà pourquoi nous avons monté notre première filiale sur le continent africain, à Abidjan. Depuis, notre déploiement continue : nous ouvrons un bureau par an, dans chaque continent. Nous sommes désormais présents en Europe, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.

Qui sont vos partenaires ?

Nos principaux partenaires sont des banques – telles que La Banque Postale, l'Agence Française de Développement – et des investisseurs privés.

En plus de ces partenaires financiers, il nous est apparu également nécessaire de faire de la pédagogie dans le secteur. Nous proposons ainsi des formations professionnelles. Nous allons, par exemple, former l'ensemble des banques tunisiennes au financement des projets dans les énergies renouvelables.

Enfin, nous travaillons également avec des cabinets d'avocats.

En effet, en avril dernier vous vous êtes d'ailleurs associé au Cabinet Huglo Lepage. De quoi s'agit-il ?

Pionnier du droit de l'environnement, le Cabinet Huglo Lepage est depuis longtemps engagé dans le droit de l'environnement. Dans le cadre de notre partenariat, nous réalisons régulièrement des conférences sur des thématiques autour des énergies renouvelables. Notre dernière conférence

était par exemple consacrée à la question du financement de la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie).

Vous disposez d'une triple expertise : conseil fusion/acquisition, conseil dette et conseil stratégique. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Nous essayons en effet de proposer des conseils en répondant à diverses problématiques rencontrées par nos clients.

Les conseils en fusion et acquisition s'apparentent à ceux transmis par un courtier dans l'immobilier, qui cherche le meilleur acheteur au meilleur prix.

Les conseils dette concernent le montage du financement bancaire. Dans ce cadre, on peut avoir recours, pour certains projets, au *crowdfunding*.

Enfin, les conseils stratégiques consistent à conduire des analyses financières pour le secteur des énergies renouvelables. Elles peuvent, en particulier, être destinées aux États. Nous avons ainsi été amenés à conseiller le ministère de l'Énergie à Madagascar, et le fonds souverain du Sénégal, le Fonsis.

En France, nous avons par exemple accompagné BPI dans le montage d'un fonds de cent millions d'euros.

« Via le développement des énergies renouvelables, c'est toute une population qui a désormais accès à l'électricité ».

Vous êtes également engagé dans des projets solidaires au niveau international. En quoi cela consiste-t-il ?

Je suis membre du conseil d'administration d'une ONG, La Guilde, qui soutient des initiatives solidaires et est la première association d'envoi de bénévoles à l'étranger, et de Synergie Solaire, un fonds de dotation qui accompagne des projets d'accès à l'énergie durable.

Aussi, il m'est apparu important qu'en parallèle des projets que nous accompagnons, qui génèrent des revenus, nous soyons engagés dans la réalisation de projets solidaires, des microprojets de taille modeste (en moyenne 30 000 euros).

On lance ainsi des appels pour monter des projets à composantes sociétales et environnementales.

Nous avons monté par exemple un projet de stockage en électricité solaire au sein d'un centre de santé, au Togo, permettant ainsi de procéder à des consultations médicales la nuit. Toujours au Togo, nous avons également monté un projet de stockage en électricité



Finergreen a accompagné Smart Energies dans le refinancement de 29 centrales solaires

solaire pour une bibliothèque municipale qui propose désormais, le soir venu, des projections de film. Ces rendez-vous favorisent le partage culturel et le vivre ensemble.

Cette année, deux cents mille euros seront déployés dans ces projets.

Comment expliquez-vous le développement de ces projets dans les pays émergents ?

Ce qui se passe en Afrique avec les énergies renouvelables est comparable à ce qu'a connu le continent avec la téléphonie. Il n'y avait pas de téléphonie fixe, l'Afrique a donc tout de suite été équipée via un réseau satellitaire, ce qui suppose de larges économies dans la mise en place des équipements.

Pour l'énergie, c'est la même chose, les sites isolés n'ont pas besoin d'avoir accès au réseau électrique, ils peuvent consommer directement l'énergie renouvelable produite sur place. C'est une production d'énergie décentralisée.

Aujourd'hui, les ménages africains peuvent par exemple acheter un kit solaire, disponible en location et à installer sur leur toit. Ils payent ainsi ce qu'ils consomment, et remboursent le kit jusqu'à ce qu'ils en deviennent propriétaires, au bout de deux ou trois ans. Ce kit n'existe pas en France. En ayant accès à l'énergie, ces ménages peuvent, par la suite, monter un projet professionnel. Tout s'enchaîne. En électrifiant les ménages, c'est l'économie entière du pays qui est impactée.

Nous aidons aussi, par exemple en Indonésie, au financement des centrales solaires hybrides (diesel) pour alimenter les petites îles qui n'ont pas encore l'électricité. Via le développement des énergies renouvelables, c'est toute une population qui a désormais accès à l'électricité.

En France, les entreprises sont-elles de plus en plus sensibles aux problèmes écologiques, en s'engageant dans un investissement durable ?

Les entreprises françaises s'engagent de plus en plus. Les esprits commencent à changer, mais nous ne sommes qu'au début. Les entreprises ont encore besoin du réseau électrique. La production d'électricité solaire est moins chère que le nucléaire mais le stockage la nuit n'est pas encore compétitif dans des pays comme la France. Cela devrait bientôt changer avec la diminution rapide du coût des batteries.

Les entreprises sont généralement assez énergivores. Quels conseils leur donneriez-vous pour réduire leur impact sur l'environnement ?

Il existe des moyens simples pour les entreprises de s'engager dans l'énergie renouvelable, en changeant par exemple de fournisseur d'électricité. Enercoop, par exemple, est un fournisseur d'électricité 100 % renouvelable. Il existe aussi EkWateur, un fournisseur collaboratif d'électricité 100 % verte et de gaz naturel. S'engager dans l'économie renouvelable peut commencer par ce genre de décision.

Quels sont vos objectifs ?

Après s'être développés en Europe, nous souhaitons continuer notre expansion internationale. Aussi, en 2019, nous espérons nous implanter en Amérique centrale. Nous sommes actuellement une trentaine de personnes. En se développant, on peut espérer, d'ici trois ans, être une cinquantaine à proposer notre expertise et à être engagée dans le financement des projets d'énergie renouvelable partout dans le monde.

Propos recueillis par Constance Périn

2018-4003